

NUMERO D'ALERTE
HARCELEMENT
CYBERHARCELEMENT

Victime ou témoin
de harcèlement ou de cyberharcèlement ?
composez le 30 18

numéro gratuit, anonyme et confidentiel :

- par **téléphone**, en composant le **3018**,
accessible de **9h* à 23h*** (*heures métropole*),
7 jours sur 7, 365 jours par an,
- par **tchat en direct**, sur les **messengeries des réseaux sociaux** :
sur **3018.fr**,
- et via **l'application 3018**, téléchargeable sur les plateformes
habituelles iOS et Google Play

(tchat, questionnaire, fiches pratiques et possibilité de stockage
des preuves.)

Le 3018, un numéro gratuit, pour les victimes et témoins de harcèlement et de cyberharcèlement :

LE HARCELEMENT C'EST QUOI ?

Les 3 caractéristiques du harcèlement en milieu scolaire :

La violence : c'est un rapport de force et de domination entre un ou plusieurs élèves et une ou plusieurs victimes.

La répétitivité : il s'agit d'agressions qui se répètent régulièrement durant une longue période.

L'isolement de la victime : la victime est souvent isolée, plus petite, faible physiquement et dans l'incapacité de se défendre.

Le harcèlement se fonde sur le rejet de la différence et sur la stigmatisation de certaines caractéristiques, par exemple :

- l'apparence physique (poids, taille, couleur ou type de cheveux), le sexe, l'identité de genre (garçon jugé trop efféminé, fille jugée trop masculine, sexisme),
- l'orientation sexuelle réelle ou supposée,
- un handicap (physique, psychique ou mental),
- un trouble de la communication qui affecte la parole (bégaiement/bredouillement),
- l'appartenance à un groupe social ou culturel particulier,
- des centres d'intérêts différents,
- ... ou autres raisons.
-

LE CYBERHARCELEMENT C'EST QUOI ?

Ce terme de cyber-harcèlement regroupe toutes les **violences numériques**, telles que :

- le « revenge porn » en français la pornodivulgateur, est un contenu sexuellement explicite publiquement partagé en ligne sans le consentement de la ou des personnes concernées, en guise de « vengeance »,
- le chantage à la webcam,
- l'usurpation d'identité,
- les violences à caractère sexiste ou sexuel,
- l'exposition à des contenus violents,
- les jeux dangereux filmés ou les agressions filmées,
- ... ou d'autres formes car cette liste n'est pas exhaustive.

Le **3018**, c'est le point d'entrée unique pour **signaler** toute situation de harcèlement ou de cyberharcèlement.

Il permet :

- de dialoguer facilement avec les professionnels du numéro national 3018,
- d'assurer une **prise en charge globale et rapide de la victime**,
- et de **stocker des preuves** du harcèlement vécu par la jeune victime.

Le 3018 dispose de procédures de signalement accélérées **pour faire supprimer les comptes ou les contenus préjudiciables en quelques heures** auprès de plus de 20 plateformes, réseaux sociaux et messageries.

Il **conseille les victimes** dans leurs démarches pour porter plainte, le cas échéant.

Avec l'accord de l'appelant, les signalements faits auprès du 3018 seront transmis aux référents harcèlement académiques pour assurer un suivi immédiat de la situation au sein de l'établissement scolaire.

Partenaire du ministère de l'Éducation nationale, du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques, du 119 Enfance en danger, de la plateforme Pharos de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale et la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), il peut réaliser des signalements prioritaires.

Les quatre fonctions clés de l'application 3018

Téléchargeable sur tous les smartphones (iOS ou Android), l'application 3018 propose 4 fonctions clés :

- La mise en relation directe par tchat ou téléphone avec un professionnel du 3018 ;
- Le stockage des preuves du harcèlement vécu (captures d'écran, photos, liens url, etc.) dans un coffre-fort numérique et sécurisé, ainsi que la possibilité de transférer tout ou partie de ces preuves aux équipes 3018 ;
- Un accès rapide à des fiches pratiques sur le harcèlement pour s'informer sur ses droits et savoir comment réagir ;
- L'auto-évaluation de sa situation à l'aide d'un quiz « Suis-je harcelé ? », pour encourager la victime à demander de l'aide.

Le signalement sera alors transmis aux réseaux sociaux pour qu'ils suppriment en quelques heures les comptes ou les contenus en question, ou bien à la plateforme Pharos, le portail officiel des signalements de contenus illicites sur internet, pour les cas les plus graves.

Entre septembre 2017 et août 2018 (chiffres nationaux) :

- 70 808 sollicitations aboutissant à un conseil, à un accompagnement ou à une orientation et
- 16 380 appels traités dont 2 093 fiches transmises aux référents pour un traitement.

Sources :

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15501> : extrait de la publication du 20 février 2023 - Direction de l'information légale et administrative

<https://www.ac-lyon.fr/climat-scolaire>

Textes de loi et références

- LOI n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire

LE HARCELEMENT ET LA LOI

Le harcèlement scolaire est désormais reconnu comme un délit pénal qui pourra être puni jusqu'à 10 ans de prison et 150 000 euros d'amende en cas de suicide ou de tentative de suicide de la victime harcelée. C'est ce que prévoit la loi visant à combattre le harcèlement scolaire publiée au *Journal officiel* du 3 mars 2022. La loi améliore également le droit à une scolarité sans harcèlement. Le harcèlement scolaire toucherait près d'un élève sur dix chaque année.

Nouveau délit de harcèlement scolaire

La loi visant à combattre le harcèlement scolaire crée un nouveau délit, celui de harcèlement scolaire, dans le code pénal. Les faits de harcèlement moral commis à l'encontre d'un élève constituent un harcèlement scolaire.

Le délit de harcèlement scolaire concerne les élèves, les étudiants ou les personnels des établissements scolaires et universitaires.

Le harcèlement scolaire est puni de :

- 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsqu'il a causé une incapacité totale de travail inférieure ou égale à 8 jours ou n'a entraîné aucune incapacité de travail ;
- 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende lorsque les faits ont causé une incapacité totale de travail supérieure à 8 jours ;
- 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende lorsque les faits ont conduit la victime à se suicider ou à tenter de se suicider.

Ces sanctions peuvent également être prononcées lorsque les faits continuent alors que l'auteur ou la victime n'étudie plus ou n'exerce plus au sein de l'établissement.

Droit à une scolarité sans harcèlement

La loi étend le droit de suivre une scolarité sans harcèlement scolaire (loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance) aux élèves de l'enseignement privé et aux étudiants et complète la définition du harcèlement pour y inclure les faits commis en marge de la vie scolaire ou universitaire et par les personnels : « *Aucun élève ou étudiant ne doit subir de faits de harcèlement résultant de propos ou comportements, commis au sein de l'établissement d'enseignement ou en marge de la vie scolaire ou universitaire et ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de dégrader ses conditions d'apprentissage* ».

Le harcèlement scolaire est donc explicitement reconnu comme un délit.

L'article cité vise le harcèlement moral ou psychologique. Mais le harcèlement peut également renvoyer à des actes susceptibles de recevoir d'autres qualifications pénales : injures, violences légères, voies de fait, discriminations, etc.